

Pour "Actes d'agression" de la France : Le Mali demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 25 AOÛT 2022

1167

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Association malienne des expulsées

Migration féminine et promotion de la femme



Lutte contre le Covid-19 : Les personnes sensibilisées !



Éthiopie : Les combats reprennent dans le nord du pays, après cinq mois de trêve



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

24 août
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

643

Nouveaux cas confirmés

12

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

558 933 Vaccinations incomplètes

1 593 482 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 275

Guéris

30 437

Décès

739

dont 13 font l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.17



P.19



/ Une /



Association malienne des expulsées : Migration féminine et promotion de la femme

P.5

/ Brèves /



Mali : Les autorités de la transition promettent une sécurité améliorée sans la France

P.12

Pour "Actes d'agression" de la France : Le Mali demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité

P.12

Mali : Un groupe jihadiste affirme avoir tué quatre paramilitaires de Wagner

P.13

Diplomatie : "Convergence de vues" entre Iran et Mali sur la sécurité et la souveraineté (ministres)

P.13

Association des Éditeurs de Presse Privée (ASSEP) : Carnet d'audience N° 0021

P.14

/ Actualité /



Lutte contre le Covid-19 : Les personnes sensibilisées !

P.16

Mali : Les femmes consolident la cohésion sociale avec les « cercles de paix »

P.17

/ Politique /



Assimi-Choguel : Le duo patriotique et d'espoir qui écrit une nouvelle page glorieuse de l'histoire du Mali !

P.19

Sans tabou : Choguel n'est pas lâché

P.22

/ Culture & société /



Culture : Sur les traces de Ouologuem, auteur disgracié et personnage de roman Sévaré, Mali

P.24

/ International /



Éthiopie : Les combats reprennent dans le nord du pays, après cinq mois de trêve

P.25

Élections présidentielles en Angola : Le dépouillement commence

P.26

/ Sport /



Foot : Walid Regragui nouveau sélectionneur du Maroc (médias)

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Association malienne des expulsées

Migration féminine et promotion

Séminaire avec les acteurs étatiques et non étatiques de la migration au Mali : migration féminine et la promotion de la femme. L'association malienne des expulsées (AME) a organisé un séminaire avec les acteurs étatiques et non étatiques de la migration au Mali qui se tient du 24 au 25 août 2022 au Centre du secteur privé à Hamdallaye. Cette activité a pour thème : « Relation entre la migration féminine et la promotion de la femme au Mali »

Cette rencontre a pour objectif d'inciter les acteurs clés de la migration à s'intéresser à la problématique du genre, en particulier la migration féminine au Mali, et de mieux comprendre les difficultés actuelles pour trouver des solutions. Prononçant son discours, le président de l'Association malienne des expulsées Ousmane Diarra a déclaré que le présent séminaire s'intéresse à la problématique du genre dans le phénomène migratoire en cherchant à faire ressortir les relations qui peuvent exister entre « migration féminine » et « promotion de la femme ». « Cette problématique de-

meure très cruciale en effet et constitue une nouvelle tendance dans les débats et réalités migratoires », a-t-il dit.

En effet, il a expliqué que la migration humaine est un phénomène qui remonte au début de l'histoire de l'humanité. « Le Mali, pays continental avec sept frontières poreuses, ne fait pas exception à cette règle ; et les traditions migratoires au Mali sont anciennes. En plus d'être un pays de départ, le Mali est également un pays de transit et d'accueil pour de nombreux ressortissants ouest et centre africains, soit en route vers le pays de destination souhaité, soit de retour involontaire vers leur pays

d'origine ou dans un pays tiers », a-t-il précisé.

Ensuite, il a souligné qu'à l'instar de la plupart des États ouest-africains, au Mali, les migrations concernent toutes les catégories sociales du pays. « Cette migration internationale est un phénomène en plein essor motivé par divers facteurs d'ordre économique, sociodémographique, politique, éducatif, climatique, sanitaire, culturel et symbolique. De nos jours la migration féminine est une réalité certaine, car sur les 250 millions de migrants internationaux les femmes



représentent presque la moitié. Elles migrent pour des diverses raisons », a laissé entendre Ousmane Diarra. Aussi, le président de l'AME a indiqué qu'elles font face aux risques d'exploitation, d'abus, de violence, de traite et de trafic. « La région ouest-africaine n'est pas en marge du phénomène de la migration féminine. En effet, selon l'OIM, jusqu'à deux migrants de retour sur dix sont des femmes en Afrique de l'Ouest. Au Mali, les femmes sont également tentées par l'aventure

seules ou aux côtés de leurs maris », a-t-il fait savoir. Par la suite, le président de l'AME a avancé que s'il est vrai que la famille (mariage, regroupement, visite, etc.) est la première cause des migrations des maliennes vers l'extérieur, il est aussi vrai que beaucoup migrent pour des raisons socio-économiques au même titre que les hommes (commerce, travail, art, culture, sport, etc.). En outre, Ousmane Diarra a souligné que le gouvernement malien, dans le souci de proté-

ger ses ressortissants et assurer leur réinsertion a entrepris plusieurs actions visant à se doter d'instruments juridiques, institutionnels et politiques en matière de la gestion de la migration et de la promotion du genre. « Malgré ces efforts, des défis persistent encore en matière d'assistance et de protection des migrants, en particulier les femmes migrantes qui font partie des catégories vulnérables », a-t-il déploré.

■ Maffenin Diarra

■ Kassoum Thera



Un consortium réclame 40% des postes nominatifs et électifs pour les jeunes

Un consortium des organisations civiques et politiques de jeunes et de femmes réclame une loi octroyant 40 % des postes électifs et nominatifs aux jeunes. Les membres dudit consortium sont en conclave à l'hôtel Salam dans l'optique de dégager un plan d'action stratégique des activités de plaidoyer pour l'obtention de cette loi. Notons que ce regroupement est composé du Réseau des jeunes des partis politiques du Mali, de l'Association des Blogueurs, du Réseau des femmes pour la consolidation de la paix...



■ Assigüe Dolo



3 jeunes filles décédées et une autre personne blessée, c'est le bilan de l'effondrement d'une maison à Sangha après une forte pluie. Paix à leurs âmes !

■ Renouveau FM/TV



#Santé #politique

L'#Etat_de_santé_du_PM: une préoccupation pour la population malienne

L'état de santé du PM Choguel Maïga commence à être un sujet de préoccupation pour les maliens. Mais selon des sources proches de son entourage, il serait toujours à la clinique Pasteur et n'est pas encore évacué jusqu'en ce jour 24 août 2022.

Nous lui souhaitons prompt rétablissement.

#renouveauinfo



■ Kassoum Thera



Reprise du championnat ukrainien de football 6 mois après son interruption

■ Soumaïla Sagara



Le service militaire n'est-il pas un projet mort-né ? À peine commencer, plus d'une centaine de personnes ont abandonné la formation au centre de Bapho.

■ Safoune Saf Togo



Le couple que tu admires dans ta série préférée n'existe pas. Ce sont juste deux personnages qui jouent leurs rôles devant les caméras. Pas plus. Les belles paroles d'amour de ton chanteur préféré sont des illusions. Le chanteur lui-même n'est pas ce qu'il chante. Ton coach préféré qui te remonte le moral n'est pas parfait. Il a aussi des problèmes dans sa vraie vie qu'il n'arrive pas à résoudre. Les couples qui s'affichent sur les réseaux sociaux ne sont souvent pas fidèles dans la vraie vie. Chacun gère son amant en inbox. Ton problème est que tu confonds le #personnage et la #personne. Le personnage est la représentation imaginaire d'un individu ou d'une vie. Le personnage n'existe pas réellement. Il est fruit du fantasme et de l'imagination.

La personne, la vraie, c'est cet humain imparfait que tu as à tes côtés. C'est celui qui te met en colère et te rend heureuse en même temps. Arrête de courir après les gens déjà « accomplis ». Ceux-ci te regardent en opportuniste. Ils pensent que tu es là pour du miel. Accepte les étapes, ne les brise pas. Accepte que tout n'est pas rose à tout moment. Il y a les jours de fous rires, d'amour, de partage, de joie.

Il y a aussi les jours de sales humeurs et de colère. C'est la loi de la nature. Écoute ton cœur et redescends sur terre. Ne laisse pas le monde imaginaire détruire ton monde réel.

■ Samprin Bob



La #SRERMM : Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources Minérales du Mali en passe de voir enfin le jour pour le bonheur futur des maliens.

Actionnaire unique : Fasso Maliba

Source (conseil des ministres de ce jour)

Une de mes préoccupations depuis fort longtemps vient d'être prise en compte par les autorités de la transition.

Déjà bravo et félicitations à elles.

Il reste la mise en œuvre et pour qui connaît la nature du malien face

à la chose strictement publique, toutes nos grandes sociétés d'Etat ont fait faillite car ça n'appartenait à personne et chacun y volait, détournait et gaspillait en outrance.

De tout cœur, que la peine de mort soit appliquée à ceux ou celles qui voudront désormais s'accaparer du bien public désormais.

3. Sur le rapport du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, le Conseil des Ministres a adopté un projet d'ordonnance portant création de la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources minérales du Mali.

Le Mali dispose d'un vaste potentiel dans les domaines pétrolier et gazier couvrant une superficie de 900 mille Km².

Pour la mise en valeur de ces nombreuses ressources et conformément aux recommandations des Assises nationales de la Refondation, le projet d'ordonnance adopté crée la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources minérales du Mali avec comme actionnaire unique l'Etat.

La société a pour objet la recherche, l'exploitation, le traitement et la commercialisation des substances minérales, dans les limites des périmètres qui lui sont octroyés.

■ Martin-Roger Schadrac



La Russie a testé son dernier drone d'attaque "SIRIUS MALE". Les véhicules aériens sans pilote "Sirius" et "Orion" peuvent fonctionner dans le cadre d'un système de reconnaissance/d'attaque avec des avions pilotes. La capacité d'interagir avec des avions pilotes implique des opérations de reconnaissance /d'attaque interarmées où un drone furet et frappe des cibles terrestres et navales découverts agissant comme un véhicule opérationnel doté d'une puissance de frappe. Pendant ce temps, les avions habités remplissent principalement les fonctions de véhicules d'attaque pour frapper des cibles reconnues par des drones.

Le Sirius (le travail de conception expérimentale Inokhodets-RU) est un suivi du projet des drones Orion.

Le Sirius est équipé de deux moteurs, a un poids au décollage accru et peut transporter une plus grande charge utile. Le Sirius sera produit en série dans la première installation de production spéciale construite par Kronshtadt a #Dubna (un centre hub haute technologie près de Moscou) pour la fabrication de véhicules aériens sans pilote de grande taille. Les premières unités seront livrées aux troupes russes début 2023.

#Russiya1Afrique



■ Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique-Mali



Coopération Mali-Iran : Une délégation Iranienne séjournant au Mali reçue par le ministre Pr Amadou KEITA. La commission mixte Mali-Iran, à pied d'œuvre depuis le 21 août 2022, a travaillé sur plusieurs questions, dont la coopération scientifique, entre les deux pays. C'est dans ce contexte qu'une délégation Iranienne, conduite par Dr. Mahdi Yazdanpanah, membre du cabinet du ministère Iranien des sciences, de la recherche et de la technologie, a souhaité échanger avec le Ministre Pr. Amadou KEITA, autour de cette coopération naissante. Rappelant son séjour, courant juillet en Iran, le Ministre Pr. Amadou KEITA a fait le tour des échanges et des visites enrichissantes effectuées dans ce pays qui inspire beaucoup le Mali. L'élan d'amitié et de fraternité que nos deux pays se sont manifesté au cours de cette commission mixte, devra permettre de concrétiser les belles pers-

pectives discutées avec le ministre iranien en charge de la science, de la recherche et des technologies.

Dr. Mahdi Yazdanpanah s'est dit heureux de cette audience avec le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, qui aura permis de préciser plusieurs points de la coopération à venir. Le Mali, dira-t-il, occupe une place de choix dans la politique Iranienne.

"Cette mission nous a permis de mieux connaître l'histoire du Mali, mais aussi et surtout de mieux cerner ce que nous pouvons faire ensemble", a-t-il fait savoir. Avant d'ajouter que la délégation qu'il conduit a bien apprécié l'accueil du peuple malien.

CCOM MESRS



■ Malick Konate



Mercredi 24 août 2022 - 17h50mn GMT : Selon nos dernières informations, le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maiga est au Mali. Il reçoit ses soins en ce moment à Bamako.

Prompt rétablissement à lui.

#Bèki_Takè #MonNouveauMali



■ culturebene



Imagine qu'on te demande de faire avec quelqu'un qui a l'âge du pourcentage de ta batterie, regarde et dis nous.

■ Yah Bagayogo



Concours d'entrée à l'ENA: 16% accordés à la CMA

Source: journal Inter de Bamako

■ Kassim Traoré



Dans le ciel grâce au vecteur aérien, on se rend compte que la sécurité du pays n'est pas une mince affaire.

■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



La première session de la Commission mixte entre la République du Mali et la République Islamique d'Iran a pris fin le 23 août 2022, avec des résultats encourageants et des perspectives chargées d'espoir, sous la coprésidence du Ministre des Affaires étrangères et la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP et de son Homologue iranien, Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN.

Elle a été marquée par des engagements importants entre les deux Parties dans divers domaines prioritaires de la coopération bilatérale, notamment ceux de la défense, de la sécurité, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, des mines, du développement rural, de l'énergie, de la santé, des transports, de l'industrie et du commerce. Les efforts seront désormais consacrés à la concrétisation diligente des projets convenus et à la promotion d'une diplomatie économique soutenue par des investisseurs et des hommes d'affaires qui ont, d'ailleurs, largement participé à cette rencontre de haut niveau.

La remise d'un échantillon de cent mille doses de vaccin contre la COVID 19 par la Partie iranienne constitue le point de départ de cette volonté des deux Parties de voir désormais une coopération bilatérale basée sur une approche pragmatique et dynamique en vue de porter plus de fruits surtout sur le plan économique à travers une amplification des investissements et des échanges commerciaux.

L'exposition des technologies iraniennes à Bamako et la mise en place d'un centre de recherche scientifique au Mali figurent parmi les priorités qui favoriseront le partage des expériences et le transfert des technologies entre le Mali et l'Iran.

Pour ces deux vieux pays ayant marqué l'histoire par leur civilisation, les solutions des problèmes au niveau international ne se trouvent

ni dans l'exclusion encore moins dans les sanctions mais plutôt dans le dialogue et les négociations dans un esprit constructif et de respect mutuel.

La deuxième session de la Commission mixte prévue à Téhéran en 2024 permettra d'évaluer le chemin parcouru par cette coopération bilatérale. Abdoulaye Diop

Bureau de l'Information et de la Presse /MAECI.



Mon Radar



Solidarité : le mouvement AN BIKO offre des forages et des vivres.

Toujours sensible aux cris et aux douleurs des autres, surtout lorsqu'il s'agit de la condition des femmes, le mouvement AN BIKO, avec à sa tête, Mme Fatoumata Niane Batouly, ne cessera de surprendre à travers ses bonnes actions toujours au profit des populations qui sont dans le besoin.

En si peu de temps, le mouvement a manifesté sa solidarité et a réalisé des travaux dans le district de Bamako et de Kayes à Kidal



NIANG TV



Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), informe les bénéficiaires des pensions retraites payées à Bamako que les opérations de contrôle physique ont été prolongées jusqu'au 30 septembre 2022 dans les Agences Principales ainsi que dans les Représentations Diplomatiques.

À cet effet, les pensionnés doivent se munir des pièces suivantes : le badge IMPS, la carte d'identité nationale ou la carte NINA.

Les bénéficiaires de pension n'ayant pas encore effectué le contrôle physique seront suspendus du paiement des droits de pension à partir de ce mois d'août 2022



Abdou MBAYE



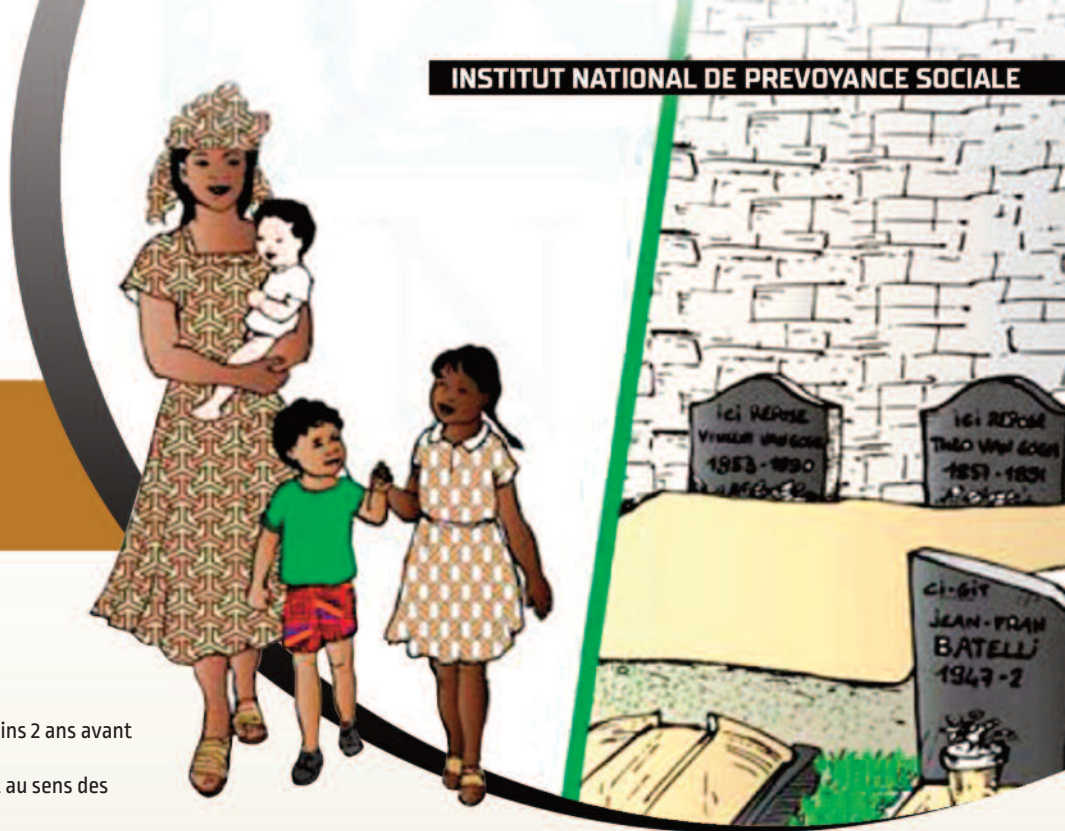
Mais où va le Sénégal? Huit mois pour nommer un Premier ministre... Et un ministre de l'agriculture qui amuse et annonce des records de production alors qu'il doit commencer par préciser les quantités et qualités de semences et d'engrais subventionnés et distribués.

Amir Nourdine Elbachir



L'homosexualité pourrait bientôt être interdite au Mali. Si la polygamie est contre aux valeurs des Républiques occidentales, qu'elles en retour comprennent que l'homosexualité va à l'encontre des us et coutumes africaines. Une décision que je salue personnellement.

L'allocation de survivant



Conditions d'ouverture du droit :

Pour la conjointe, avoir contracté mariage au moins 2 ans avant le décès de l'assuré ;

- pour les orphelins, être à la charge du défunt au sens des allocations familiales.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable / Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Jugement d'hérédité	Tribunal	Tribunal
Acte de décès	Autorité administrative	Autorité administrative
Demande de d'allocation de survivant	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédant sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité administrative	Autorité administrative
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité administrative	Autorité administrative
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité administrative	Autorité administrative : - pièces état-civil des enfants non déclarés par l'assuré - pièces état-civil des mariages non déclarés par l'assuré.

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de survivants est calculée sur la base des éléments ci-après :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMMaa) des années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre minimal d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation pour avoir une pension ou durée d'assurance minimale (DA) de 13 ans ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres (SA).

Le montant de l'allocation de survivants, se répartit de la même façon que les pensions de survivants, sobtient en appliquant à la pension la formule suivante :

$$AS = RMMaa \times DA \times TA \times SA$$

Exemple :

Un assuré comptant 5 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours de ses années d'activité.

L'allocation de survivants se calcule comme suit :

- arémunération mensuelle moyenne des années d'activité (RMMaa) : 9 463 616 FCFA : 60 = 157 726 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance minimale (DA) : 13 ans
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres : 10 semestres
- le montant de l'allocation de survivants est de :
 $157726 \text{ FCFA} \times 2\% \times 13 \times 10 = 410\,090 \text{ FCFA}$

Date d'effet :

l'allocation de survivants prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

Mali : Les autorités de la transition promettent une sécurité améliorée sans la France



Les autorités maliennes ont pris acte vendredi du retrait militaire français, tout en affirmant que la France était coresponsable de la situation dans le pays en proie au jihadisme et à la violence, et que la situation serait meilleure après son départ.

Il s'agit de la première réaction officielle publiée à Bamako quatre jours après l'annonce du départ du dernier soldat de la force antijihadiste française Barkhane lundi.

Le gouvernement dominé par les militaires arrivés au pouvoir par un putsch en 2020 "prend acte de ce retrait définitif", dit son porte-parole, le colonel Abdoulaye Maïga, dans un communiqué.

Il "rassure la population malienne (quant au fait) que, grâce à la montée en puissance des vaillantes forces armées maliennes, plus de succès seront engrangés contre les groupes terroristes (et que) la sécurité des populations sera considérablement améliorée".

"La détérioration de la situation sécuritaire au Mali et dans le Sahel est une conséquence immédiate de l'intervention de la France et ses alliés en Libye", dit-il en faisant référence à l'effet régional de l'intervention multinationale conduite en 2011.

Le départ du dernier soldat français après neuf ans d'engagement contre les jihadistes parachève la dégradation bruyante des relations entre le Mali et la France sous la junte.

Les autorités maliennes se sont depuis tournées vers la Russie pour le soutien militaire. Le ministre de la Défense, le colonel Sadio Camara, s'est rendu cette semaine en Russie où il était encore vendredi.

Le communiqué de vendredi ne fait aucune mention de cette alliance mais dit le gouvernement prêt à coopérer "avec tous les États du monde" contre le terrorisme, à condition que soient respectés la souveraineté et les intérêts nationaux.

MK-KT-SD/LAL/BLB / Agence France-Presse

Pour "Actes d'agression" de la France : Le Mali demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité



Le Mali a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU une réunion d'urgence pour faire cesser ce qu'il présente comme "les actes d'agression" de la France sous forme de violations de sa souveraineté, de soutien apporté selon lui aux groupes jihadistes et d'espionnage.

Le ministère malien des Affaires étrangères a diffusé mercredi auprès de journalistes une lettre en ce sens adressée par le chef de la diplomatie, Abdoulaye Diop, à la présidence en exercice chinoise du Conseil de sécurité. Le Mali "se réserve le droit de faire usage de la légitime défense" si les agissements français persistent, conformément à la Charte des Nations unies, affirme le ministre.

La lettre est datée du 15 août, date du départ du dernier soldat français au Mali après neuf ans d'engagement contre les jihadistes. La junte au pouvoir au Mali depuis le putsch d'août 2020 s'est détournée de la France et de ses alliés pour se tourner vers la Russie.

M. Diop dénonce dans cette lettre les "violations répétitives et fréquentes" de l'espace aérien national par les forces françaises et les vols d'appareils français se livrant à "des activités considérées comme de l'espionnage" et des tentatives "d'intimidation". Les autorités maliennes disposent "de plusieurs éléments de preuve que ces violations flagrantes de l'espace aérien malien ont servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes opérant dans le Sahel et pour leur larguer des armes et des munitions", ajoute le texte. Les autorités françaises n'ont pas réagi à ces accusations.

Le Mali "invite" le Conseil de sécurité à oeuvrer pour que la France "cesse immédiatement ses actes d'agression" et demande à la présidence chinoise de communiquer ces éléments aux membres du Conseil de sécurité en vue d'une réunion d'urgence, indique M. Diop.

MK-KT-SD-LAL/JHD / Agence France-Presse

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com



Mali : Un groupe jihadiste affirme avoir tué quatre paramilitaires de Wagner



Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda a affirmé avoir tué quatre paramilitaires du groupe de sécurité privé russe Wagner dans une embuscade dans le centre du Mali, selon un communiqué authentifié lundi par l'ONG américaine SITE spécialisée dans le suivi des groupes radicaux.

L'information a été confirmée à l'AFP par deux élus locaux et une source hospitalière, tandis qu'un haut responsable de l'armée malienne dans le centre se refusait de confirmer ou d'infirmer.

Samedi, "un groupe de mercenaires de Wagner est sorti en motos dans la région de Bandiagara, partant du village de Djallo et se dirigeant vers les montagnes", dit le communiqué.

"Les soldats d'Allah les guettaient (...) et ont pu tuer quatre d'entre eux et le reste s'est enfui", poursuit l'organe de propagande du groupe jihadiste.

Dans un contexte sécuritaire très dégradé, la junte s'est détournée de la France et de ses partenaires, préférant s'en remettre à la Russie pour tenter d'endiguer la propagation jihadiste qui a gagné une grande partie du pays ainsi que le Burkina Faso et le Niger voisins.

Le Mali a fait appel massivement à ce qu'il présente comme des "instructeurs" venus de Russie pour soutenir son armée alors que Paris et Washington dénoncent la présence dans le pays de "mercenaires" du groupe privé russe Wagner, ce que dément Bamako.

La Russie avait admis en mai une présence de Wagner au Mali "sur une base commerciale", sans lien avec Moscou.

"Quatre russes ont été tués le week-end par les jihadistes vers Bandiagara", a assuré à l'AFP un élu local qui a requis l'anonymat. Une autre autorité locale a confirmé l'information.

Une source hospitalière malienne dans la région a elle aussi confirmé "la mort au combat de quatre russes". "L'un d'eux a transité par l'hôpital de Mopti", a-t-il ajouté.

L'armée malienne a mené de nombreuses opérations militaires pour "traquer" les groupes jihadistes dans le centre du Mali depuis le début de l'année. Plusieurs sources locales ont rapporté que les soldats étaient accompagnés de "soldats blancs".

Le GSIM, dont l'influence sur le terrain ne cesse de s'étendre, comprend une myriade de groupes jihadistes et opère principalement au Mali et au Burkina Faso.

BUR-AMT/ROC / Agence France-Presse

Diplomatie : "Convergence de vues" entre Iran et Mali sur la sécurité et la souveraineté (ministres)



Les ministres des Affaires étrangères du Mali et de l'Iran ont exprimé mardi la "convergence de vues" de leur président sur les questions de sécurité et de souveraineté, alors que les deux pays sont soumis aux pressions d'une partie de la communauté internationale.

Le chef de la diplomatie iranienne Hossein Amir-Abdollahian s'est rendu lundi et mardi en visite de travail à Bamako, faisant suite à une visite de son homologue Abdoulaye Diop en février à Téhéran.

M. Diop a exprimé la "convergence de vues" entre le chef de la junte malienne et président dit de transition, le colonel Assimi Goïta, et le président iranien, le religieux ultraconservateur Ebrahim Raïssi, "sur des questions aussi essentielles que vitales liées notamment à la paix, à la sécurité, au développement et à la souveraineté des deux Etats", dit un communiqué conjoint publié par ses services. Son homologue a parlé quant à lui de "parfaite convergence" sur les mêmes sujets.

Les deux hommes ont affirmé la volonté de leur pays d'approfondir la coopération. Les colonels qui ont pris le pouvoir par la force en août 2020 au Mali ont fait du rétablissement de la souveraineté de leur pays, confronté au jihadisme et une grave crise sécuritaire et politique depuis 2012, un de leurs maîtres mots.

Ils ont rompu avec l'ancien allié historique français et ses partenaires, et se sont tournés vers la Russie. Ils proclament leur volonté de diversifier les alliances.

Le Mali a été soumis jusqu'en juillet à un sévère embargo commercial et financier imposé par la Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao) pour sanctionner le projet des colonels de se maintenir au pouvoir encore cinq ans.

L'Iran martèle depuis des années son droit au nucléaire civil. Un intense effort diplomatique est en cours entre la République islamique et les grandes puissances pour ressusciter un accord international datant de 2015 et censé garantir le caractère civil du programme nucléaire de l'Iran, accusé malgré ses démentis de chercher à se doter de l'arme atomique.

L'Iran s'est progressivement affranchi de ses obligations aux termes de l'accord après le désengagement des Etats-Unis sous Donald Trump et le rétablissement des sanctions américaines.

M. Diop a salué la "fructueuse coopération" entre Bamako et Téhéran à l'ONU et dans les organismes internationaux, et "le respect" par l'Iran "des choix faits par le peuple malien".

BUR-LAL/CPY / Agence France-Presse

Association des Éditeurs de Presse Privée (ASSEP) : Carnet d'audience N° 0021

Le 23 Août 2022, le Président de l'Association des Éditeurs de Presse Privée (ASSEP), M. Ousmane DAO, à la tête d'une délégation de son bureau, a été reçu en audience par le Vérificateur Général, M. Samba Alhamdou BABY.

Cette rencontre entre dans le cadre de prises de contact de l'ASSEP avec des partenaires. Les échanges ont porté sur les missions du Bureau du Vérificateur Général (BVG) et l'ébauche d'un cadre de partenariat stratégique entre les deux parties.

Tout en souhaitant la cordiale bienvenue à M. DAO et à sa délégation, le Vérificateur Général s'est dit à la fois très honoré et flatté de cette visite de courtoisie et de considération.

Le Président de l'ASSEP, à son tour, a loué les remarquables efforts consentis par le BVG, dans le cadre de l'instauration d'une gouvernance vertueuse au Mali. Après avoir présenté l'ASSEP, M. Ousmane DAO a précisé : « Les objectifs de notre faitière sont, entre autres, la

défense et la promotion de la liberté d'expression et de presse ; l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses membres... » Le Vérificateur Général, M. Samba Alhamdou BABY, dans son intervention, a rappelé les missions de son Bureau et les rapports avec les autres institutions évoluant dans le même cadre général. M. BABY a fait mention de la prépondérance du rôle et de la place de l'information et de la communication dans le meilleur accomplissement des missions de son Bureau.

Ainsi, il a exprimé sa volonté de concrétiser une convention de partenariat stratégique BVG/ASSEP dans un cadre bien formalisé. L'un des objectifs de ce partenariat sera d'amener les journalistes à mieux exploiter les rapports du Vérificateur et s'intéresser à bien d'innovations entreprises dans les missions de vérifications.

Une séance de photo de famille, une visite guidée dans les bureaux de la Cellule de la Communication du BVG, ainsi que de la bibliothèque ont mis fin à la rencontre.

Fait à Bamako, le 23 Août 2022

Le Secrétariat Administratif



malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Lutte contre le Covid-19 : Les personnes sensibilisées !

Le Conseil national des personnes âgées du Mali CNPAM en partenariat avec ARCAD - santé plus, a organisé, le mercredi 24 août 2022, un atelier de formation à l'endroit des personnes âgées, à la Maison des aînés. Cette formation vise à sensibiliser les personnes âgées sur les dangers de la maladie à Coronavirus et à les inviter à se faire vacciner. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la maladie à coronavirus.



Cette formation de trois jours se tient à un moment où le taux de contamination de la maladie à Coronavirus est en diminution. Elle concerne, outre 20 personnes âgées, la quasi-totalité des anciens combattants. Trois jours durant les participants aborderont plusieurs thématiques qui leur permettront d'être des ambassadeurs auprès de leurs pairs. Selon les organisateurs, cette formation fait partie des plans de riposte contre la maladie à Coronavirus.

C'est à travers ses activités de communication et de réduction des risques à l'endroit des populations vulnérables dont les personnes

âgées, que ARCAD Santé plus a initié ce cadre d'échanges afin d'approfondir la connaissance des personnes âgées sur le COVID 19. Ce cadre permettra bien évidemment de mettre des équipes mobiles pour effectuer des séances volontaires de dépistage mensuels dans le but de protéger les personnes âgées.

Soucieux de la protection des couches vulnérables, Abdoulaye Koné, secrétaire général du Conseil national des personnes âgées du Mali, s'est dit satisfait de l'organisation de cette formation qui vient enlever une épine de leur pied. Il fera savoir cet atelier est d'une importance capitale dans la mesure où les per-

sonnes âgées sont les plus exposées et constituent une cible privilégiée de la maladie à coronavirus. « Cette formation nous permettra d'être des relais auprès des autres personnes dans le but d'informer les autres couches. J'invite les personnes âgées à comprendre que cette maladie existe et qu'elles sont les plus vulnérables. Pour ce faire, j'invite à se faire vacciner afin d'être protégés contre cette pandémie qui fait des ravages dans le monde », a-t-il assené.

Dans son intervention, Dr Alassane Bangoura, chef de projet Covid-19 au niveau de ARCAD Santé plus, a laissé entendre que cette formation vise à outiller les personnes âgées. « Ce n'est plus un secret pour personne, les personnes âgées constituent une très couche vulnérable par rapport aux autres catégories. Nous voulons les former, les sensibiliser. Ils seront un relais entre nous et les autres personnes âgées des différentes communes. Nous allons faire également des équipes mobiles avec des ambulances médicalisées au niveau de chaque commune pour pouvoir faire le dépistage Covid-19. Et si éventuellement on a des cas positifs, nous allons les évacuer au niveau des différents centres de santé de référence pour suivre le traitement. Et aussi nous voulons les amener à se faire vacciner. Nous savons qu'aujourd'hui la vaccination permet de les protéger. Parmi les personnes âgées. Il y a certains qui sont atteints de diabète, le cancer, l'hypertension. Il faut protéger cette couche qui est très importante dans la société », a-t-il dit.

■ Ibrahim Sanogo



ARCAD Santé PLUS

Résilience • Communautés • Développement • Santé

Membre de la Coalition
Internationale Sida



Mali : Les femmes consolident la cohésion sociale avec les « cercles de paix »



Le « Cercle de paix » est un outil qui forme les femmes maliennes sur la cohésion sociale et la paix aux niveaux local et national. Il s'agit de séries de rencontres qui servent à réinstaurer la confiance et promouvoir l'échange entre elles à la faveur de solutions pour la prévention des conflits. Le « Cercle de paix » est au cœur du projet « Femmes artisans de paix pour la consolidation de la cohésion sociale pour une paix durable dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Taoudéni ».

De janvier 2021 à août 2022, 11 sessions de formation ont eu lieu dans les villes ciblées par le projet. Elles ont permis d'identifier les dynamiques des conflits et les préoccupations majeures auxquelles les femmes sont confrontées dans leurs zones respectives. Une fois les défis cernés, le « Cercle de paix » a encadré et encouragé la participation qualitative des femmes aux initiatives de paix. 135

femmes sont ainsi devenues des « artisans de paix ». Elles en ont à leur tour formé 1 225 autres dans leurs différentes localités.

Un outil qui induit des changements concrets

Le premier de ces changements est la manière dont les femmes résolvent les principaux problèmes en matière de cohésion sociale, de réconciliation et de consolidation de la paix. L'outil « cercle de paix » leur a permis d'élaborer six plans d'action. Agissant également sur « l'estime de soi et la confiance en soi-même » le projet a également permis à certaines bénéficiaires de produire et d'animer trois émissions radiophoniques en langues nationales sur l'importance du rôle et de la place des femmes dans le processus de paix. Un regain de confiance qu'illustre le témoignage de

Fadimata WALET, artisan de Paix : « Quand j'ai rencontré les facilitatrices des cercles de paix dans un camp de réfugiés en Mauritanie, les femmes ne pouvaient pas se regarder (elles étaient réservées). À la fin des trois jours d'atelier, les femmes sont devenues de vraies sœurs. Fadi MOHAMED, une autre bénéficiaire, ajoute que « grâce à cet outil, nous avons créé l'Association des femmes artisans de paix à Tombouctou avec l'adhésion des hommes ». À l'heure du bilan, tous les bénéficiaires sont unanimes : c'est un succès ! « Aujourd'hui dans chaque région il y a un groupe créé avec une application de messagerie instantanée et qui regroupe toutes ces femmes qui se sont appropriées l'outil cercle de paix. Parmi ce vivier qui a été formé, d'autres ont pu vraiment saisir des opportunités pour être dans les mécanismes formels de consolidation de la paix mis en place le Gouvernement aux niveaux local et régional. C'est donc une grande pla-



teforme qui existe entre ces femmes et d'autres se sont constituées même en organisations formelles » a déclaré Bintou Founé SAMAKE, ancienne ministre de la Promotion de la Femme et présidente de WILDAF-Mali, l'une des ONG qui conduit le projet.

Des pouvoirs publics en phase avec le projet

Selon Mamadou DIOUARA, Chef de cabinet du ministère de la Réconciliation nationale, de la Paix et de la Cohésion sociale, « pour le gouvernement malien, le projet s'inscrit en droite ligne de la stratégie nationale de la réconciliation au Mali. Il se traduit aussi dans le schéma directeur de la réconciliation, en son acte 2 qui consiste à renforcer les capacités des organisations de femmes dans la dynamique de construction et de consolidation de la paix dans notre pays. Il s'agit d'une part de l'élaboration de la stratégie sectorielle genre de la réconciliation au Mali pour accompagner nos collègues du ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille et de ceux du ministère de la jeunesse qui agissent

pour cela et, d'autre part, la formation d'un vivier d'expertise féminin sur les questions de paix et de réconciliation ».

Des ONG nationales expérimentées à l'initiative

Pour clore le projet, les différents acteurs se sont réunis à Bamako, le 18 août 2022, à l'occasion d'un atelier de restitution des résultats. Les bénéficiaires, les représentants de l'Etat malien, la communauté internationale et la MINUSMA qui a accompagné le projet, étaient présents ainsi que les ONG qui en sont à l'initiative. Il s'agit du consortium IMRAP, l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix, et WILDAF-Mali (Femmes Droit et Développement en Afrique). Ayant fait l'expérience positive de l'outil « cercle de paix » dans d'autres pays et l'ayant utilisé dans certaines régions du Mali avec succès, ces ONG ont saisi la MINUSMA pour poursuivre sa réalisation. Soutenu par la MINUSMA à hauteur de 108 millions de francs CFA, grâce à la contribution

de la Suède au Fonds fiduciaire des Nations unies pour la Paix et la Sécurité au Mali, ce projet s'inscrit pleinement dans le cadre de son Mandat. En effet, ce dernier lui enjoint d'appuyer les parties maliennes à promouvoir et assurer la participation entière, égale et véritable des femmes à tous les niveaux du processus de paix et de réconciliation, avec pour boussole la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur Femmes, Paix et Sécurité. Selon Samantha BUONVINO, Cheffe de l'Unité Genre de la MINUSMA, « les femmes et les filles constituent la majorité des couches les plus vulnérables dans les situations de conflit ou de post conflit. Ce projet a donc voulu renforcer leurs capacités, de façon qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle dans les mécanismes de paix et du vivre ensemble au sein de la famille et des communautés ».

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

Assimi-Choguel : Le duo patriotique et d'espoir qui écrit une nouvelle page glorieuse de l'histoire du Mali !

Ancienne colonie française, les autorités françaises pensaient toujours que le Mali, après son ascension à l'indépendance en 1960, demeure leur propriété. Pour arracher le Mali du joug du colonisateur, le président de la Transition Assimi Goïta et le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga ont mené une lutte sans merci contre les agissements impérialistes de la France, d'une part. Et d'autre part, laver l'affront d'un Mali humilié, trébuché et devenue la risée du monde à cause de la précédente gouvernance chaotique et cauchemardesque.



Depuis la rectification de la Transition menée par le duo Assimi-Choguel, le fil a cessé de passer entre la France et le Mali. Le combat de la souveraineté et de la libération du Mali a commencé par le discours du PM Choguel Kokalla que beaucoup de Maliens ont qualifié "d'historique", prononcé le 25 septembre dernier à la Tribune de la 7ème assemblée générale des Nations Unies. Dans ce discours, Choguel accuse la France "d'abandonner le Mali en plein vol". Chose qui a davantage creusé le fossé entre Macron et Goïta depuis la mise à la touche du président Bah N'Daw. Surtout que le discours a été prononcé

juste à la veille de la mort du 52ème soldat français au Mali. D'où la réponse très virulente de Macron qui a traité de "honteux les propos des autorités illégitimes issues de deux coups d'Etat".

En effet, la signature d'un traité militaire avec la Russie (dont les forces militaires entraînent et participent aux théâtres des opérations au côté des FAMA) et l'inacceptation récente du contingent danois déployé dans le cadre de l'opération Takuba au Mali par les autorités de la Transition ont mis davantage de l'huile sur le feu entre l'Élysée et Koulouba. D'où la réaction du ministre des Affaires étrangères de la

France : « La junte remet en cause sur des allégations infondées le déploiement des forces danoises dans la force Takuba. Alors que ce déploiement s'appuie sur une base juridique solide et a fait l'objet du consentement antérieur des autorités maliennes. ». Jean-Yves Le Drian de poursuivre : « C'est un nouveau signe de fuite en avant et je voudrais dire ici avec beaucoup de force que cette junte est illégitime et prend des mesures irresponsables ». Telle la réponse du berger à la bergère, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, Abdoulaye Diop, a jugé « inacceptables » les déclarations de



son homologue français. Avant de recadrer Jean-Yves Le Drian : « Les insultes ne sont pas une preuve de grandeur. Je demanderais à M. Le Drian de rester digne aussi, parce qu'avant que la France ne vole au secours du Mali, les Africains sont venus mourir en Europe pour la libération de ces pays. Qu'on arrête cette campagne de dénigrement contre les autorités du Mali. Nous demandons que Paris nous respecte en tant qu'Etat ».

Le Mali frappe un grand coup...

Le ministre Choguel Kokalla Maïga qui, en soufflant dans la même trompette que son ministre des Affaires étrangères, a enfoncé le clou : «... nous n'acceptons pas qu'on nous piétine, qu'on nous méprise. Notre dignité n'est pas négociable. Si la France rappelle son intervention de 2012 qui s'est vite transformée en échec, qu'elle n'oublie pas que ce sont des Africains (surtout Maliens) qui sont morts hier pour libérer la France ». « Nous analysons les situations. De l'assassinat de Kadhafi, en violation de la résolution des Nations unies, à la tuerie de Bounty, en passant Thiaroye, nous observons avec lucidité. Alors, il est temps que la France comprenne que les temps ont changé et qu'il faut changer avec le temps. Il

est temps que la France comprenne que les dirigeants actuels du Mali savent ce qui est bon pour leur pays », a laissé entendre le Premier ministre Maïga. Avant de conclure : « Ils exigent qu'on respecte le Mali et c'est seulement à ce prix que la coopération peut se poursuivre en préservant surtout les intérêts et en respectant notre souveraineté pleine et entière ».

Pour ne rien arranger, les autorités maliennes ont expulsé, lundi 31 janvier 2022, l'ambassadeur de France au Mali. Joël Meyer a été sommé de quitter le territoire malien dans un délai de 72 heures. Les relations entre Etats sont fondées sur des rapports de force. Sur ce plan, le Mali l'a joué finement avec la France en expulsant son ambassadeur. Incontestablement, notre pays, à travers le duo Assimi-Choguel, a frappé un grand coup en marquant les imaginations. Une expulsion qui intervient après que le représentant de la Cedeao au Mali, Hamidou Bolly, ait été déclaré « persona non grata » par les autorités maliennes en octobre 2021.

Bon débarras

L'armée française a pu faire son retour en janvier 2013 après son départ de notre territoire

en septembre 1961. Ces forces françaises ont été accueillies en grande pompe au Mali. La population malienne a rempli le boulevard de l'indépendance avec les drapeaux français. Les Français allaient nous apporter quelque chose : l'espoir de libérer notre pays. On pouvait lire sur les pancartes ce jour-là : « Merci à Papa Hollande », « merci à la France ». Des Maliens dans leur euphorie ont même nommé leur enfant François Hollande. Le premier soldat français, Damien Boiteux, mort à Konna, a eu droit à un monument en son honneur et beaucoup d'enfants maliens ont été baptisés « Damien Boiteux. Tout cela pour dire combien les Maliens ne sont pas ingrats. Combien de soldats maliens sont tombés à Konna et après. Qui d'entre eux a eu droit à un monument ? Mais que s'est-il passé neuf (9) ans après ?

L'espoir des Maliens s'est transformé en désillusion. Le bilan de "Serval", transformée en "Barkhane", a été un échec total, avec en toile de fond des milliers de morts et la généralisation de l'insécurité qui s'est transportée du Nord au Centre du pays, devenu un far West. C'est pourquoi, dans la recherche de la sécurité intérieure du pays, les autorités de la Transition ont conclu que la solution française n'a pas porté fruit. Le constat de l'échec est patent : 2/3 du territoire échappent au contrôle des autorités maliennes, les attaques se multiplient tous les jours, les djihadistes progressent et frappent au centre et même au sud du pays. Kidal est devenue le sanctuaire et un Etat dans un Etat. Le Mali est divisé.

Face à cet échec, elles ont opté pour la solution des forces russes, en toute souveraineté. Et depuis, la montée fulgurante et spectaculaire de l'armée malienne se fait sentir chaque jour sur les théâtres des opérations. Très irrespectueux des autorités de la Transition qu'il a traitées de tous les noms d'oïseau, le président Français Macron avait annoncé le retrait de Barkhane et de la force "Takuba" du Mali, dans un délai de quatre (4) à six (6) mois. Les autorités de la Transition qui n'entendent pas de cette oreille ont demandé leur retrait sans délai avant de dénoncer les traités et accords de défense avec la France. La semaine dernière, le dernier détachement des forces françaises a quitté définitivement le territoire malien. Bon débarras !

Car tous les analystes des questions sécuritaires sont arrivés à la conclusion qu'aucune puissance étrangère ne fera le bonheur des

peuples africains à leur place. Et c'est une nouvelle page dans l'histoire de la coopération militaire entre la France et le Mali, écrite pour les générations futures par le duo Assimi-Choguel. C'est désormais officiel, les bases militaires françaises au Mali sont sommées de quitter le territoire malien. Cette annonce du retrait des troupes françaises au Mali a été très bien accueillie et fêtée par des milliers de Maliens à la place de l'indépendance. Nous, les Maliens avons l'occasion de nous assumer et de prouver au monde entier que la France avait tort de chanter partout qu'elle était indispensable pour la sécurisation de notre pays, indépendant depuis 1960.

Plusieurs analystes géopolitiques et spécialistes des questions sécuritaires africains pensent aisément qu'au-delà du Mali, le Burkina et le Niger doivent s'inscrire dans la même logique. « Nous sommes indépendants et nous devons nous assumer. Personne ne doit venir combattre à la place de nos forces armées qui doivent être fortement équipées jusqu'aux dents et mis dans de meilleures conditions », indiquent-ils. A les en croire, l'indépendance militaire ouvre la voie à l'indépendance économique et au développement en principe. En tout cas, en demandant officiellement le départ de l'armée franco-européenne, Barkhane-Takuba, du territoire malien, le duo Assimi-Choguel a écouté son peuple pour prendre l'avenir des millions de vies en main. La prochaine étape, selon l'avis de milliers de Maliens, est de sortir de la francophonie et jeter les bases d'un pont ambitieux avec le monde anglo-saxon, l'anglais étant unanimement reconnu comme la langue internationale par excellence. C'est la seule voie pour ne pas passer sous les fourches caudines de l'ex-colonisateur, autrement la domination à travers la langue et ses effets transversaux seront toujours là.

Le grand espoir que la révolution malienne a suscité en Afrique et au-delà

Les Maliens n'ont aucune idée de l'espoir que leur révolution a suscité en Afrique et au-delà. Et grâce au duo Assimi-Choguel, c'est un nouvel ordre mondial est en train de se dessiner au Mali grâce à la bravoure du vaillant peuple du Mali et de ses dirigeants. La libération totale et la reconquête de la pleine souveraineté

de l'Afrique entière ont commencé au Mali. Rien ne pourra empêcher cette renaissance et cette émergence de l'Afrique pour briser les chaînes de l'esclavage et de l'exploitation des peuples africains par Babylone. Aucun obstacle ne pourra empêcher ce phénomène irréversible de prospérer. L'ordre ancien, entretenu par les systèmes néocoloniaux de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), est actuellement dépassé ; mais les pays occidentaux font de la résistance pour maintenir contre vents et marées ce système désuet.

Prise de conscience de la jeunesse africaine

La jeunesse africaine en général, celle malienne en particulier, a pris conscience de sa responsabilité dans ce combat de renouveau. L'Afrique avec ses immenses potentialités est appelée à jouer un rôle central dans le renouvellement de l'ordre ancien. Le combat engagé au Mali contre l'exploitation de l'Homme par l'Homme permettra au peuple malien de servir d'exemple aux autres peuples africains, pour bouter hors de notre continent l'impérialisme

et ses suppôts africains. La crise entre le Mali, la France et la Cedeao doit être classée dans le cadre de la géopolitique mondiale. Le monde actuel est dominé par le système capitaliste de marché libéral dominé par les Etats-Unis et l'Union européenne. Le système ne tolère pas les vellétés d'indépendance et de quête de souveraineté des pays sous-développés. Le système démocratique se mesure selon le degré de soumission du pays au respect des règles édictées par les pays de domination. La voie choisie par le Mali n'est pas du goût des pays occidentaux et de leurs laquais africains. Le partenariat entre le Mali et la Russie est considéré comme un sacrilège ou un crime de lèse-majesté. C'est pourquoi on met tout en œuvre pour isoler et punir le Mali. La plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest dépendent de ce système. Donc, ils ne font qu'exécuter les ordres et les consignes sans aucune considération de la situation réelle du Mali. Le Mali est considéré comme un pays rebelle qui veut remettre en cause l'ordre mondial établi.

A.Touré

Source : Journal Démocrate- Mali





Sans tabou : Choguel n'est pas lâché

Un nouveau Premier ministre à la Primature ; le colonel Abdoulaye Maïga remplace Choguel Kokalla Maïga ; les colonels font main basse sur tout le pouvoir ; un troisième colonel à la tête d'une institution contrairement aux engagements souscrits ; Choguel Kokalla Maïga mis à l'écart à travers un « repos forcé » ; le Colonel Assimi Goïta perpète son troisième coup d'État... voilà des réflexions souvent toxiques non dénouées d'opportunisme qui ont accompagné la désignation du ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation pour assurer l'intérim du Premier ministre, chef du gouvernement. Mais, entre la communication et la vérité, les faits et l'interprétation des situations, les actes du gouvernement et leur analyse, l'évidence est loin d'être la chose la plus partagée surtout en cette période de guerre informationnelle.

Il y a onze (11) jours, le samedi 13 août 2022, la Primature annonçait sur sa Page Facebook que le Premier ministre, chef du gouvernement avait été « mis en repos forcé » après 14 mois de travail sans répit, et qu'il allait reprendre ses activités la semaine prochaine Insh'Allah. Au bout d'une semaine, le Premier ministre n'ayant pas repris, et compte tenu des urgences et du contexte national qui ne peut souffrir de laisse-guide au sommet de l'État, le président de la Transition, chef de l'État, a désigné le colonel Abdoulaye Maïga, ministre de l'Administration territoriale pour assurer l'intérim du Premier ministre, chef du gouvernement. Que s'est-il passé ? Nous sommes en temps de guerre informa-

tionnelle et donc, la maîtrise de la communication et de l'information, de même la rapidité qu'on met à les véhiculer, sont des vecteurs de succès. La Primature a-t-elle sous-estimé que la tête de son patron était mise à prix par une multitude d'adversaires au nombre desquels, pas que les politiciens, des chercheurs de place qui salivent à la perspective et des revanchards français. Alors, les uns font dans la subtilité langagière pour dire basta à Choguel, les autres plus euphoriques indiquent carrément son remplacement à la tête du gouvernement par le Colonel Abdoulaye Maïga qui a eu les félicitations les plus enthousiastes pour la confiance renforcée en sa personne et pour qu'il mette en œuvre la politique d'ou-

verture, de dialogue et de consensus à l'occasion de la formation du futur gouvernement qu'il aura à former, sic !

Il faut aussi reconnaître que le mystère épais entretenu au haut sommet de l'État autour de l'état de santé du Premier ministre titulaire Choguel Kokalla Maïga a donné l'occasion à certains de se livrer à des extrapolations immondes et à des suppositions des plus détestables. La nomination d'un Premier ministre intérimaire a amplifié les rumeurs sur fonds de fantasmes abjects et de dénigrement injustifiés des autorités de la Transition, notamment le colonel Assimi Goïta, qui en prend pour son grade.

Accusé de « lâcher en plein vol » son Premier

ministre dans un lit d'hôpital, le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, est également accusé d'avoir opéré un troisième coup d'État en deux ans. Comme si, Chef d'État, le Colonel Assimi Goïta avait besoin de subterfuge intérimaire, de la permission de la CE-DEAO ou de la Communauté internationale pour changer de Premier ministre (article 38 de la Constitution du 25 février 1992). Selon l'article 11 nouveau de la Charte de la Transition : «le Gouvernement de la Transition est dirigé par un Premier ministre nommé par le Président de la Transition. Il exerce les prérogatives définies par la présente Charte et la Constitution du 25 février 1992 ».

Il est vrai que lors de sommet tenu le 15 septembre 2020 à Aburi au Ghana, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'était accordé avec le CNSP (Comité national pour le salut du Peuple) que «la transition politique sera dirigée par un civil, conformément aux décisions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CE-DEAO. A cet égard, le Président et le Premier Ministre de la transition seront des civils pendant toute la période.» Mais depuis, beaucoup d'eau est passée sous le Pont des Martyrs. Le 24 mai 2021, a eu lieu de même que le 9 janvier 2022. Le vice-président d'alors, est devenu le Président et rien dans la Charte primaire et dans la Charte révisé n'indique que le Premier ministre ne puisse être qu'un civil. Donc, c'est possible techniquement que le Premier ministre de Transition soit un militaire. Aucun texte (ni la Constitution ni la Charte de la Transition) ne l'interdit. Alors comprendre que des adversaires politiques perfides de Choguel Kokalla Maïga qui l'accusaient de non neutralité, d'être «clivant», préfèrent applaudir sous cape un colonel non encore nommé Chef du gouvernement, espérant figurer dans son gouvernement.

Les trolls au service de désinformation française épilogue sur l'hyper-cumul des responsabilités des colonels et du Premier ministre intérimaire. Au groupe de militaires qui a renversé le régime d'IBK, on reproche un excès de concentration du pouvoir, voire une accumulation de presque tous les pouvoirs institutionnels : présidence de la Transition, gouvernement de la transition et parlement de la transition... Tous désormais dirigés par des colonels. Quant au colonel Abdoulaye Maïga, outre le fait qu'il cumulait déjà le portefeuille



très chargé de l'Administration territoriale et de la décentralisation (avec les enjeux électoraux qu'on sait) avec le poste de porte-parole du gouvernement, il est encore bombardé avec un nouveau galon : Premier ministre intérimaire. Au risque d'égratigner la bille et donner de l'urticaire aux allergiques de la Transition, la nomination du Colonel Maïga est aussi instrumentalisée par les ennemis du pays pour tenter de provoquer les divisions dans les rangs. Pourquoi le président de la Transition a-t-il fait la dérogation à l'ordre de préséance du gouvernement ? Pourquoi le colonel Maïga au lieu du Colonel Camara ?

Sortons des théories complotistes pour ne pas voir le diable partout et la combine derrière chaque acte posé par les plus hautes autorités.

Primo : le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga n'a ni été lâché ni été débarqué en douce. La situation du pays exige une vigilance à chaque instant et la Bateau-Mali ne peut pas rester sans commandant. Or, quand le capitaine est alité (c'est naturel et humain de tomber malade), il faut un capitaine en second (un intérimaire) en attendant que le capitaine guérisse pour reprendre ses fonctions et non en remplacement. La preuve, le Ministre Abdoulaye Maïga n'occupe pas le bureau de Choguel Kokalla Maïga, mais est toujours dans les locaux de son département. Selon une source proche de Koulouba, Choguel n'est pas lâché.

Il est simplement malade. Il n'y a rien derrière. Secundo : le colonel Maïga a été nommé pour assumer l'intérim du Premier ministre, il n'a pas été nommé Premier ministre, chef du gouvernement. Le décret N°2021-0361/PT-RM du 7 juin 2021 portant nomination n'a pas été abrogé. Donc Choguel reste toujours Premier ministre, Chef du gouvernement. Le Colonel Abdoulaye Maïga assure l'intérim du Premier ministre mais ne le remplace pas. Même si dans les faits et pendant la période de l'intérim, il possède l'intégralité des pouvoirs attachés à la fonction qui lui était confiée à titre intérimaire.

Tertio : la nomination du colonel Maïga ne fait pas trop jubiler les vuvuzelas françaises. Au porte-parolat du gouvernement depuis décembre 2021, l'officier de gendarmerie est connu pour son ton sans équivoque à l'égard de la France. Celui qui a prononcé le renvoi de la France le 18 février dernier, est un homme de poigne sans aucune compromission. Malgré les délations orchestrées contre lui, il n'est jamais dans la langue de bois pour réaffirmer la souveraineté du Mali et défendre les intérêts du peuple malien. La maison est donc bien gardée en attendant le retour du Premier ministre.

Par Abdoulaye OUATTARA

Source : InfoMatin

Culture : Sur les traces de Ouologuem, auteur disgracié et personnage de roman Sévaré, Mali

Yambo Ouologuem repose au bout d'un terrain à l'abandon, oublié de tous sauf des siens jusqu'à ce qu'un prix littéraire ne rappelle le destin entre France et Mali de celui qui fut un grand nom de la littérature. Pour se recueillir sur la tombe de l'homme dont la disgrâce a inspiré au Sénégalais Mohamed Mbougar Sarr "la Plus secrète mémoire des hommes", prix Goncourt 2021, il faut se rendre à Sévaré, dans cette région du Mali meurtrie par la violence.

Il y a vécu jusqu'à sa mort en 2017 et son plus jeune fils, Ambibé, prépare le thé devant la maison familiale en parpaings.

Ambibé mène le visiteur au fond de la parcelle. A voir les mauvaises herbes à travers lesquelles on se fraye un chemin, la sépulture n'a pas reçu d'amirateur depuis longtemps.

Le nom de Ouologuem ne disait plus grand-chose à personne au Mali ou en France, sinon à quelques connaisseurs, jusqu'à la consécration de "la Plus secrète mémoire".

Bien avant Mbougar Sarr, il avait été en 1968 le premier Africain à remporter une autre prestigieuse distinction française, le Renaudot. C'était dans sa première vie en France, de la gloire à la chute, avant la seconde, ascétique et pieuse, après le retour au Mali.

Son fils Ambibé raconte, intarissable, les dernières années. Ce père remonté contre l'Occident qui allait manifester seul devant le camp de la mission de paix de l'ONU nouvellement déployée. Ce père devenu très observant qui l'embarquait à moto mener des descentes dans les débits de boissons. "Il cassait les bouteilles en disant aux gens qu'ils étaient de mauvais musulmans, puis on repartait". Ambibé en rit, fier d'un père "droit dans ses idées". Sur une petite chaise dans sa cour, El Hadj Amadou Yebédié, l'imam de la mosquée du coin, se rappelle que Ouologuem "voulait tout connaître de l'islam". "Il lisait énormément. Surtout, il fuyait tout ce qui avait trait aux blancs".

- Opprobre intellectuel -

Ouologuem est rentré de France "traumatisé" par le scandale et les accusations de plagiat, dit sa famille.

Né en 1940 au Soudan français (actuel Mali) alors sous domination coloniale, ce fils brillant d'un inspecteur d'académie était parti étudier à Paris à 20 ans.

Enseignant en lycée, il a 28 ans, en 1968, huit ans après l'indépendance, quand il publie au Seuil "Le Devoir de violence". Cette critique acerbe de la violence en Afrique de l'ouest sous les empires pré-coloniaux s'adjuge le Renaudot. Les critiques l'acclament.

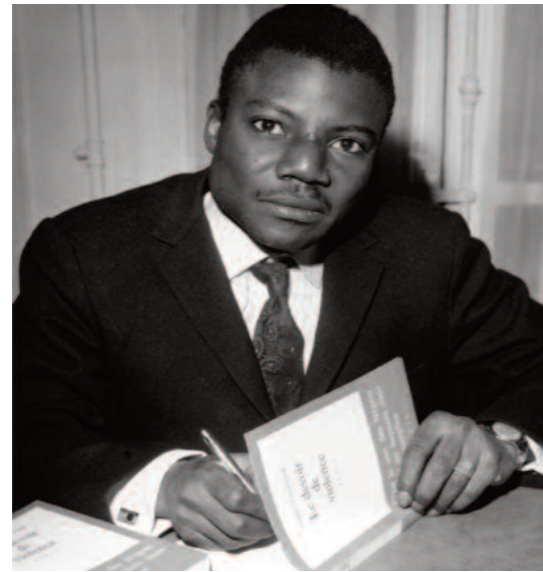
Mais l'histoire tourne au vinaigre.

En pleine glorification post-coloniale de l'Afrique par les intellectuels du continent, les maîtres de la négritude foudroient le roman. Le Sénégalais Léopold Sédar Senghor accuse Ouologuem de "nier ses ancêtres" pour "plaire aux blancs". En retour, Ouologuem dénonce la "comédie du nègre braillard et intouchable". Les années suivantes, le livre est pris dans la tourmente, taxé d'usurpation aux dépens de contemporains comme Graham Greene. Ouologuem se défend en se réclamant d'un concept intégrant emprunts ou hommages. Mais on lui retire le Renaudot et ses livres disparaissent des rayons. Il continue à écrire mais sombre dans le silence. Il finit par rentrer à la fin des années 1970.

Il entame une nouvelle vie à rebours de l'ancienne et embrasse l'islam. Costume cintré et cigarette laissent place au boubou traditionnel. Il ne veut plus entendre parler de littérature et interdit à ses proches de lire.

- "Titre majeur" -

"Yambo" fait régulièrement irruption sur le terrain de foot à côté de chez lui pour interrompre les parties de ce sport de blancs. "C'était un vieux fou", tranchent des anciens



du quartier, réticents à en dire plus sur une famille à laquelle la rumeur prête beaucoup de terrains et d'entregent dans le voisinage. Ambibé, qui gère une petite entreprise de fret, n'apprendra qu'à 12 ans quelle vie avait eue son père. "Il ne racontait rien, je ne pouvais pas croire qu'il fumait des cigarettes quand j'ai vu les photos".

Nul trace de ses livres à Sévaré, où les gamins qui envahissent les rues ensablées quand le soleil tombe préfèrent TikTok aux pages des vieux bouquins. Le prix littéraire malien à son nom a été rebaptisé il y a quelques années. Seuil, avec lequel Ouologuem s'était brouillé, a sorti en 2018 une édition du cinquantenaire du "Devoir de violence". "On s'accorde aujourd'hui pour reconnaître dans Le Devoir de violence un montage vertigineux de réécritures de textes venus d'horizons culturels multiples (...) pour en former une œuvre littéraire autonome qui se détache brillamment de ses sources", y dit la note de l'éditeur.

L'oeuvre "s'inscrit parmi les titres majeurs de la littérature", assure l'éditeur.

Le Goncourt a suscité en France un regain d'intérêt pour Ouologuem, estime la maison d'édition. Mais la réédition du "Devoir de la violence" ne s'est guère vendue qu'à 4.000 exemplaires. Ouologuem a deux enfants en France d'un premier mariage et trois au Mali. Ils bataillent pour la succession. Il y aurait aussi des manuscrits inédits que "Yambo" aurait écrits à Sévaré à l'insu de tous, laisse entendre son fils.

AH-HH/LAL/JHD
Agence France-Presse

Éthiopie : Les combats reprennent dans le nord du pays, après cinq mois de trêve



Des combats ont repris mercredi dans le nord de l'Éthiopie, dans des zones frontalières de la région du Tigré, entre rebelles tigréens et gouvernement fédéral qui se rejettent la responsabilité d'avoir brisé une trêve observée depuis cinq mois.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'est dit "profondément choqué et attristé" par la reprise des violences et a appelé "fermement à la cessation immédiate des hostilités et à la reprise des négociations de paix", tout comme les États-Unis qui ont prôné un "cessez-le-feu durable sans conditions". L'Union africaine, qui s'emploie depuis des mois à amener les belligérants à la table des négociations, a appelé à une "désescalade" et réaffirmé "son engagement à travailler avec les parties pour soutenir un processus politique consensuel dans l'intérêt du pays". Mercredi matin, les autorités rebelles du Tigré ont accusé l'armée éthiopienne de mener une "offensive à grande échelle" contre leurs positions.

Les forces fédérales éthiopiennes "ont lancé une offensive tôt ce matin vers 05H00 (02H00 GMT), nous défendons nos positions", a déclaré à l'AFP un porte-parole des autorités rebelles du Tigré, Getachew Reda.

"Ne tenant aucun compte des nombreuses offres de paix présentées par le gouvernement éthiopien", les forces tigréennes "ont lancé une attaque aujourd'hui à 05H00" (02H00 GMT) et "ont rompu la trêve", a répondu le gouvernement dans un communiqué.

La région est largement coupée du reste du pays et il est impossible de vérifier ces affir-

mations de manière indépendante.

Ces combats sont les premiers d'ampleur signalés depuis une trêve conclue fin mars et jusqu'ici largement respectée, qui avait notamment permis une reprise progressive de l'aide humanitaire vers la région, plongée dans des conditions proches de la famine.

- Avion abattu -

Gouvernement comme rebelles ont fait état de combats autour de la pointe sud-est du Tigré, bordée par les régions de l'Amhara à l'ouest et de l'Afar à l'est.

La milice amhara Fano - qui épaula les forces gouvernementales - a affirmé que des combats se déroulaient dans les zones de Mehago et Jemedo, frontalières du Tigré, ajoutant qu'aucun combat n'avait lieu au Tigré même. L'APDA, ONG active en région Afar, a de son côté fait état de combats dans une zone frontalière du sud-est du Tigré: "Des forces fédérales sont présentes en nombre (dans la zone) de Yallo et repoussent" les rebelles "hors de l'Afar".

L'armée éthiopienne a par ailleurs annoncé mercredi avoir abattu - à une date non précisée - un avion chargé d'armes destinées aux rebelles tigréens, qui avait "violé l'espace aérien éthiopien en passant par le Soudan", une affirmation qualifiée de "mensonge flagrant" par Getachew Reda.

Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a affirmé que les rebelles s'étaient emparés de 12 camions citernes du Programme alimentaire mondial (PAM) stationnés dans la capitale tigréenne Mekele, soit 570.000 litres de carburant destinés à distri-

buer de l'aide alimentaire.

Le conflit a provoqué une grave crise humanitaire au Tigré, qui est privé d'électricité, de télécommunications et de banques.

- "Espoir envolé" -

William Davison, analyste au centre de réflexion International Crisis Group (ICG), a estimé que les combats actuels doivent cesser avant qu'ils "ne dégèrent vers un retour à une guerre à part entière".

"Cette violation grave de la trêve" est notamment "un avertissement fracassant" à la communauté internationale pour qu'elle fasse en sorte que des négociations de paix "se tiennent réellement".

Dans la capitale Addis Abeba, certains habitants ont fait part de leur inquiétude.

"On espérait qu'ils étaient prêts pour la paix, mais maintenant notre espoir s'est envolé. S'ils déclenchent la guerre, ce ne sera pas bon pour les peuples d'Éthiopie et du Tigré", redoutait Teklehaimanot Mezgebu.

"Le choix aurait dû être la négociation et la paix. Nous avons vu ce que la guerre a fait (...) elle causera juste des dégâts", a ajouté Tizazu Werota.

Le conflit qui dure depuis 21 mois a fait plusieurs milliers de morts, plus de deux millions de déplacés et plongé des centaines de milliers d'Éthiopiens dans des conditions proches de la famine, selon les Nations unies.

La guerre a commencé en novembre 2020, quand le Premier ministre Abiy Ahmed a envoyé l'armée au Tigré déloger les autorités régionales, les accusant d'avoir attaqué des bases militaires après avoir contesté son autorité durant des mois.

L'armée fédérale a reçu l'appui des forces régionales et de milices amhara ainsi que de soldats de l'Erythrée voisine, des troupes toujours présentes dans l'ouest du Tigré.

Après avoir initialement battu en retraite, les rebelles tigréens ont repris le contrôle de l'essentiel de la région lors d'une contre-offensive mi-2021, au cours de laquelle ils sont entrés en Amhara et Afar.

TXW-AYV-SVA/CL

© Agence France-Presse

Élections présidentielles en Angola : Le dépouillement commence

Les Angolais ont voté mercredi lors d'élections législatives qui décideront du prochain président, un scrutin annoncé comme le plus serré de l'histoire du pays, entre le parti au pouvoir depuis l'indépendance et une opposition qui promet d'enrayer pauvreté et corruption.

Ancien parti unique tout-puissant, à la tête du pays depuis 1975, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) est de plus en plus impopulaire mais partait encore favori. Le président sortant Joao Lourenço, 68 ans, brigue un second mandat.

Mais la domination du parti historique risque d'être sérieusement entamée par une opposition revigorée par un leader, Adalberto Costa Junior, 60 ans. Surnommé "ACJ", il est à la tête du premier mouvement d'opposition, l'Unita, qui a élargi sa base en s'alliant à d'autres partis.

Les bureaux de vote, vides, ont commencé à fermer avant la fin du scrutin fixée à 17H00 GMT, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le dépouillement a immédiatement commencé.

"Les élections sont un succès et se sont déroulées de manière exemplaire", s'est félicitée la commission électorale lors d'une conférence de presse dans la soirée, précisant que la loi prévoit "la possibilité de donner des résultats provisoires".

Avec un parti au pouvoir qui a la main sur le processus électoral et les médias publics, l'opposition et une partie de l'opinion publique s'interrogent sur des risques de fraudes. Des observateurs étrangers sont sur place. Le département d'Etat américain a "félicité" l'Angola pour le déroulement du vote.

Pour certains, M. Costa Junior incarne le désir de "changement" réclamé par la rue. Inflation galopante, sécheresse sévère, chômage et vie chère nourrissent un ras-le-bol grandissant.

"Nous avons du pétrole, des diamants, mais les gens n'ont pas de travail", dit à l'AFP Manuel Antonio Teca, 27 ans, sans emploi.

L'Angola est le 2e producteur de pétrole

d'Afrique subsaharienne et l'un des principaux producteurs mondiaux de diamants. Mais près de la moitié des Angolais vivaient avec moins de 1,9 dollar par jour en 2020, selon la Banque mondiale.

- "Jour historique" -

Avec des promesses de réformes et de lutte contre la pauvreté, "ACJ" séduit une jeunesse urbaine moins attachée au MPLA que ses aînés et qui hérite d'un pays miné par des décennies de corruption sous la présidence de José Eduardo dos Santos (1979-2017). Les 10 à 24 ans représentent un tiers de la population, selon des données des Nations unies.

Mort le mois dernier en Espagne, l'ancien chef d'Etat est accusé d'avoir détourné des milliards au profit de ses proches. Il doit être enterré dimanche.

Quelque 14,4 millions d'électeurs étaient attendus dans 26.000 bureaux de vote. Pas d'élection présidentielle en Angola, le candidat du parti vainqueur aux législatives est automatiquement investi chef d'Etat.

Le spécialiste de l'histoire angolaise à l'Université Stellenbosch en Afrique du Sud, Justin Pearce, prédit des résultats "plus serrés que

jamais". "C'est un jour historique", a déclaré M. Costa Junior après avoir voté dans un quartier populaire de Luanda.

M. Lourenço a lui déposé son bulletin dans une université de la capitale. Homme habituellement discret et peu à l'aise sur les estrades, l'ancien général formé en URSS a sobrement promis "la victoire".

Loyal dauphin de dos Santos, il l'avait emporté en 2017 après une confortable victoire du MPLA avec 61% des voix.

Pur produit du parti nourri au marxisme-léninisme, il s'est rapidement affranchi du système en lançant, à la surprise générale, une vaste campagne anti-corruption visant les proches de son ancien mentor.

Ces cinq dernières années, il a mené des réformes, saluées à l'étranger, pour sortir d'une économie dépendante du pétrole. Sa gestion de la dette "a été remarquable", juge Marisa Lourenco, analyste indépendante basée à Johannesburg.

Mais pour une grande partie des 33 millions d'Angolais, rien n'a vraiment changé. "Vingt ans que le pays est en paix et nous sommes toujours pauvres", lâche Lindo, un électricien de 27 ans qui habite Luanda.

Malgré dix ans de croissance après la fin d'une guerre civile qui a duré jusqu'en 2002, l'Angola reste un des pays les plus pauvres du continent.

BUR-CLD/CL / Agence France-Presse



West africain champions cup : Le Djoliba en guinée pour une mise en jambes

La Fédération marocaine de football (FRMF) a conclu un accord avec l'ex-coach du Wydad Casablanca Walid Regragui pour prendre les rênes de l'équipe nationale, les "Lions de l'Atlas", après le départ de Vahid Halilhodzic, remercié à trois mois du Mondial au Qatar, rapportent lundi les médias locaux.

"La Fédération a trouvé un accord définitif avec Regragui portant sur tous les aspects matériels et techniques, ainsi que sur les objectifs à atteindre", écrit le site d'information Alyaoum24.

Selon le site spécialisé Hesport, Regragui a signé ce week-end un contrat de trois ans avec la FRMF.

La nomination officielle du nouveau sélectionneur national est attendue dans les prochains jours, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la

Fédération, sans plus de détails.

Le choix de Walid Regragui, déjà largement commenté, dès avant le départ de Halilhodzic, n'est pas une surprise.

Il "a déjà entamé des contacts avec certains joueurs de l'équipe nationale", précise Hesport.

"Coach Vahid", à la tête de la sélection marocaine depuis août 2019, a été limogé le 11 août en raison de "divergences de points de vue (...) au sujet de la préparation idoine des Lions de l'Atlas" pour la Coupe du monde, selon la FRMF.

Le Franco-Bosnien a ainsi payé son refus de reprendre deux internationaux des Lions, Hakim Ziyech (Chelsea) et Noussair Mazraoui (Bayern, ex-Ajax Amsterdam), deux joueurs qui avaient par le passé décliné la sélection.

Au Qatar, le Maroc, versé dans le groupe F, sera

aux prises avec la Croatie, la Belgique et le Canada.

Né à Corbeil-Essonnes, Walid Regragui, un Franco-Marocain de 46 ans, est passé comme joueur par plusieurs clubs français (Toulouse, Ajaccio, Dijon, Grenoble) et a été international avec les Lions de l'Atlas.

Lors d'une saison particulièrement brillante, il a remporté cette année avec le Wydad Casablanca, un des clubs marocains les plus capés, les titres de champion d'Afrique et de champion du Maroc.

Il avait pris la direction du Wydad Casablanca en août 2021 et avait annoncé son départ officiel au début de ce mois.

ISB-AGR/FKA/DEP / Agence France-Presse





Bélier (21 mars - 19 avril)

Une activité récente peut vous demander de prendre un risque. Récemment, vous avez donné beaucoup de votre personne et la fatigue s'est accumulée avec l'ingratitude. Songer à changer de poste vous préoccupe de plus en plus, mais des étapes sont nécessaires.

Il règne un risque de dépenses liées à des frais divers et vous ne pouvez résister aussi aux nombreuses sorties qui tombent sans crier gare. Si des dépenses se présentent, essayez d'échelonner vos règlements pour garder l'équilibre dans votre budget.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous exercez un certain magnétisme sur vos proches collaborateurs. Votre projet est encensé par votre auditoire. Vous défendez bec et ongles vos objectifs. On vous remarque, une nouvelle offre arrive à point nommé. Vos sacrifices paient enfin.

C'est assez positif pour vos finances, vos comptes ne sont pas en si mauvaise forme que vous auriez pu le croire. Vous consultez vos comptes et vous trouvez qu'ils se portent plutôt bien, ce qui vous met de bonne humeur pour le reste de la journée.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un nouveau poste peut se présenter et vous demander d'acquiescer des techniques nouvelles. Vous abordez la situation avec sérénité, mais pourtant vous craignez l'échec. Des doutes alternent avec la volonté d'avancer. Un de vos collègues peut vous épauler.

Votre relation à l'argent est en train de changer. Vous dépensez souvent dès qu'un article vous plaît, vous cédez. Les tentations sont grandes et y résister demande des efforts. Le climat est favorable à des frais pour des loisirs ou un voyage d'agrément.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous saurez vous faire respecter ! Vous démontrerez une confiance en vous inhabituelle qui surprendra vos interlocuteurs. Cela vous donnera un avantage, vous réussirez à faire passer vos idées sans trop de difficultés. Croyez en vous ! Le secteur de vos finances est très dynamisé ! Il ne reçoit pas moins de quatre planètes, autant dire qu'il y aura du mouvement sur vos comptes. L'argent rentre, mais il peut aussi sortir si vous ne faites pas plus attention à ce que vous achetez. Regardez les étiquettes, comparez les prix !



Lion (22 juillet - 23 août)

otre évolution professionnelle est en bonne voie. Vous réalisez ne plus pouvoir travailler sous une personne donnant des directives. Vous appréciez de manœuvrer dans vos tâches en prenant des initiatives. Vous recherchez un poste où vous pouvez créer.

Des coups de cœur peuvent survenir devant des boutiques. Les accessoires, les gadgets ou vêtements peuvent faire partie des dépenses très inattendues. La prudence est à conseiller pour préserver de la trésorerie et si vous sortez, fixez-vous un budget limité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous vous éclatez dans votre emploi. Bonne nouvelle cela se ressent ! On mise sur vous. Une bonne étoile veille sur vous. Vous êtes comme un aimant, vous attirez les bonnes opportunités. Profitez-en pour vous attaquer à des projets beaucoup plus ambitieux.

Les questions financières sont au centre des discussions familiales aujourd'hui. Vous ne pourrez pas éviter les risques de friction, mais très vite vous saurez comment faire pour calmer les esprits. Un retour au calme est rapidement prévu.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Surchargé ! Du moins, si vous êtes à votre poste. Le travail s'accumule et les conditions pour le réaliser ne sont pas des plus faciles ni des plus sereines. Vous ne vous ôtez pas de la tête que l'on cherche à vous mettre des bâtons dans les roues...

De l'argent, vous en avez. Cependant, vous avez également toujours quelque chose à acheter, à payer, à rembourser, bref, Jupiter est bien sympathique, mais il exagère vos sorties d'argent tout autant qu'il vous en donne !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La confiance en vous ouvre des portes. Des relations entre collaborateurs sont profitables à votre avancement, car l'un d'eux peut vous épauler et s'avérer un piston pour gagner un poste intéressant. Une chance inattendue peut se présenter dans votre parcours.

Ne jetez pas votre salaire par la fenêtre dans des frais peu urgents. Avec Jupiter en Sagittaire, vous devez faire attention à votre générosité qui concourt à des dépenses. La gourmandise, de bons repas ou de la nourriture haut de gamme peuvent vous attirer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous manquez de motivation dans la réalisation de vos objectifs et de vos projets. Il est impossible pour vous de prendre une quelconque décision, vous confiez certaines tâches à l'un de vos collègues. Vous avez un grand besoin de vacances.

Aucune dépense superflue ne vient contrarier l'équilibre financier. Vous avez su anticiper, c'est comme si vous aviez déjà tout planifié d'avance. En cherchant bien, vous devriez même trouver quelques petites économies cachées dans un tiroir.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les échanges avec vos collègues peuvent faire apparaître une pointe de rivalité professionnelle qu'il faut combattre dès à présent. Des moments d'entente avec un collègue peuvent vous aider à finaliser plus vite une tâche qui mobilisait beaucoup d'énergie.

Les dépenses sont inévitables et s'adressent à des sorties d'argent inattendues. Des invitations lancées par des amis entraînent ces frais qui s'associent à des charges liées au quotidien. Des concessions continuent d'être demandées pour garder l'équilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Changement, nouveaux projets, les choses bougent. De plus, le climat se veut rassurant, sympathique. Les rapports avec vos collègues sont encourageants, solidaires. Votre capital sympathie génère des intérêts !

Ne cédez pas aux achats impulsifs et si vous devez effectuer un achat important, vérifiez que vos comptes pourront supporter cette dépense. Ne vous engagez pas à l'aveugle, c'est le meilleur moyen pour créer des ennuis bancaires !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23